

ARRETE DU MAIRE

N° 2024-187

POLICE MUNICIPALE

Réf. : GG/JL

Objet : Route barrée - livraison olivier N° 305 Chemin du Mas de Cartier - le lundi 13 Mai 2024.

Le Maire de la Commune de Châteaurenard,

Vu les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,
Vu les articles L 325-1 et L325-2, L 411- 1 et suivants, R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R411-25 à R 411-28 et R 417-10 du Code de la Route,
Vu l'arrêté interministériel en date du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie - signalisation temporaire) - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),
Vu l'arrêté du Maire N°2021-243 du 06 Décembre 2021 accordant délégation de fonction à M. CHAUVET Eric, 2^{ème} Adjoint au Maire pour la Sécurité – Prévention,
Vu la demande formulée par Monsieur Jérôme GAUTIER en date du 2 Mai 2024,
Vu la fiche de chantier courant n° 134/2024,
Considérant une livraison d'Olivier au n° 305 Chemin du Mas de Cartier, le lundi 13 Mai 2024,
Considérant que pour faciliter cette livraison, il est nécessaire de régler la circulation des véhicules,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La **circulation** est interdite à tous les véhicules, **Chemin du Mas de Cartier** (dans la partie comprise entre le Chemin du Grand Quartier et le Chemin du Mas de l'Olive) :

- **Le lundi 13 Mai 2024 entre 8H00 et 18H00.**
(Route barrée uniquement durant la livraison).

ARTICLE 2 :

Le pétitionnaire est chargé de la mise en place et du maintien de la signalisation provisoire réglementaire.
Coordonnées : Monsieur Jérôme GAUTIER – Tél : 06-11-83-63-13.

.../...

ARTICLE 3 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible des sanctions pénales en vigueur.

ARTICLE 4 :

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

ARTICLE 5 :

Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Messieurs les Commandants de la Brigade de Gendarmerie et du P.S.I.G sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie,
- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
- Monsieur Jérôme GAUTIER.

Châteaurenard, le 6 Mai 2024

Eric CHAUVET

Adjoint au Maire délégué à la Sécurité



Date de publication sur le site internet de la Ville :

16 MAI 2024

Date de Notification :

Date de transmission du contrôle de légalité :